

Sarkozy battu, c'est avec sa politique d'attaques contre les travailleurs et les jeunes qu'il faut en finir !

Aucun gouvernement respectant le capitalisme ne pourra satisfaire les revendications et Hollande n'a pas l'intention de le remettre en cause !

La lutte pour toutes les revendications implique d'en finir avec la collaboration de classe et de combattre pour un gouvernement ouvrier



DÉFAITE ÉLECTORALE POUR LA BOURGEOISIE FRANÇAISE...

Pendant cinq ans, Sarkozy a mené une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française. D'un côté, il a porté des coups très importants aux salariés, à la jeunesse : répression des grèves et atteinte au droit de grève, report de l'âge de départ en retraite, suppressions de milliers de postes de fonctionnaires, expulsion de dizaines de milliers d'immigrés, privatisation partielle des universités, baisse du pouvoir d'achat, liquidations de services publics, etc. De l'autre côté, il a multiplié les allègements de charges et exonérations diverses au patronat en plus des cadeaux fiscaux aux plus fortunés. En outre, l'armée française a occupé l'Afghanistan et a bombardé la Libye.

La résistance s'est exprimée à de nombreuses reprises, mais à aucun moment il n'a été possible de bloquer cette politique réactionnaire à cause du respect total des institutions et de « l'intérêt national » par les partis ouvriers bourgeois (PCF, PS, PdG), à cause de la coopération de toutes les directions syndicales au « dialogue social » et de la dispersion des « journées d'action », à cause de la subordination de LO et du NPA aux bureaucraties syndicales.

Pourtant, la présidence de Sarkozy n'a rien pu faire pour sauver le capitalisme français de la crise mondiale ni pour arrêter la dégringolade de la bourgeoisie

française par rapport à ses concurrentes comme en témoignent les 73 milliards d'euros de déficit du commerce extérieur l'an dernier. Pour la classe dominante française, restaurer le taux de profit, retrouver sa place impliquait d'aller plus loin, beaucoup plus loin. Tel était le sens de la candidature de Sarkozy pour un deuxième mandat. La radicalisation de toute la bourgeoisie française exprimée tant par le Front National et Le Pen que par l'UMP et Sarkozy signifiait un redoublement des attaques contre l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes. Elle signifiait aussi, pour créer les conditions politiques de cette offensive de la bourgeoisie, une offensive sans précédent contre les parties les plus vulnérables de la classe ouvrière : les chômeurs et les travailleurs immigrés et leurs familles, désignés comme boucs émissaires.

La défaite de Sarkozy témoigne du rejet par la grande majorité des travailleurs de cette orientation anti-ouvrière et réactionnaire.

...DONT HOLLANDE ET LE PS TENDENT DÉJÀ DE LIMITER LA PORTÉE

La défaite de Sarkozy provient aussi de la division des partis de la bourgeoisie et des consignes de vote au second tour du FN et du MoDem. Malgré la similitude des campagnes de Sarkozy et de Le Pen, la bourgeoisie française ne s'est pas résolue à unifier l'UMP et le FN, non pas en raison de pudeurs démocratiques mais parce que la sortie de l'euro préconisée aujourd'hui par le FN rallie certes une partie de la petite bourgeoisie ruinée par le capitalisme, mais pas les grands patrons. Si l'UMP est dépourvue temporairement de direction et se divise ouvertement en pleine campagne législative, l'État bourgeois n'est aucunement ébranlé bien que la classe dominante ait dû en confier la gestion au PS qui n'a pas l'intention de le remettre en cause.

Ainsi Hollande et l'état major du PS affichent leur volonté de « rassembler la France ». La commémoration, avec Sarkozy, du 8 mai 1945 témoigne de leur servilité à l'égard de l'État bourgeois. En effet, Hollande s'inscrit dans l'acceptation de l'essentiel des attaques Balladur-Chirac-Fillon-Sarkozy contre les retraites, de la dette léguée par Sarkozy, de la présence militaire en Afghanistan

(1 400 en 2013), du renforcement de l'appareil répressif (plus de policiers) et du système capitaliste dans son entier.

LA CRISE DU CAPITALISME VA RAPIDEMENT DISSIPER LES PROMESSES DU RÉFORMISME

Alors que la crise s'approfondit en Espagne, au Portugal et surtout en Grèce, le nouveau président de la 5^e République se targue de retrouver la croissance, en négociant, aux cotés de la réduction drastiques des déficits, une politique de relance au plan européen.

Mais la réalité de la crise mondiale du capitalisme et l'affaiblissement de l'impérialisme français pèsent sur tout gouvernement bourgeois dirigé par l'UMP ou par le PS. La représentante de la bourgeoisie allemande, qui affirme sa prééminence en Europe, a déjà répondu : pas question d'une relance en augmentant les déficits publics, le traité négocié par Sarkozy et Merkel (TESCG) n'est pas négociable. Pour celle-ci, il faut s'en prendre aux « rigidités du marché du travail », en amplifiant la politique poursuivie dans toute l'Union Européenne (euro ou pas).

Dans le même temps, nombre de patrons, aussi bien dans l'industrie que dans les services, vont annoncer les plans de licenciements qu'ils avaient différés pour laisser une chance à Sarkozy. Hollande a déjà prévenu qu'il attendrait l'audit des finances publiques par la Cour des Comptes avant d'engager toute dépense : nul besoin d'être prophète pour prévoir qu'il va en tirer prétexte pour poursuivre la politique d'austérité sur le dos des travailleurs. D'ailleurs, Hollande annonce déjà qu'il veut associer les confédérations syndicales à une prochaine attaque, dès cet été, contre les retraites.

LA LUTTE POUR TOUTES LES REVENDICATIONS IMPLIQUE D'EN FINIR AVEC LA COLLABORATION DE CLASSE ET DE COMBATTRE POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Toute l'orientation de Hollande et des partis qui le soutiennent, en gestionnaires honnêtes et loyaux du capitalisme, va inexorablement les conduire à prendre les mesures nécessaires à la bourgeoisie française contre les masses. Dans cette situation, les travailleurs et les jeunes n'ont rien à attendre de Hollande et du gouvernement qu'il a formé avec les partis bourgeois PRG, EELV, ni de l'élargissement éventuel de sa majorité parlementaire aux autres parti ouvriers bourgeois, le PCF et le PdG.

Le vote contre tout candidat des partis bourgeois (UMP, FN, MoDem, NC, PRG, EELV, MRC) et pour les candidats des partis issus de la classe ouvrière (PCF, PS, PdG, LO, NPA) est nécessaire aux deux tours des élections législatives. Cependant, il faudra autre chose que des bulletins de vote pour défaire réellement la bourgeoisie. La classe ouvrière devra s'organiser, dans des organes de type Commune de Paris et soviets, pour défendre les revendications de plus en plus urgentes qui sont totalement incompatibles avec tout gouvernement bourgeois.

- Boycott des négociations « emploi-compétitivité » ! Non à l'allongement du temps de travail ! Du travail pour tous ! Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements ! Expropriation des entreprises qui licencient !
- Abrogation de toutes les réformes réactionnaires contre les services publics, les hôpitaux, la Sécurité Sociale, l'école publique, etc. ! Rétablissement de la scolarisation à 2 ans et création de crèches et garderies collectives ! Application et extension du droit à la contraception et à l'avortement !
- Sortie des organisations syndicales du Conseil d'Orientation des Retraites et de toute autre instance de collaboration de classe ! Rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans et 37,5 annuités, rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires sur l'évolution des prix et des pensions sur les salaires ! Contrôle des prix par les producteurs et les consommateurs eux-mêmes, petits paysans, pêcheurs, salariés, habitants des quartiers !
- Pas un centime pour le remboursement de la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !
- Pour la régularisation des travailleurs étrangers sans-papiers ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous les travailleurs !
- Retrait immédiat de l'OTAN et de toutes les troupes françaises à l'étranger ! Dissolution des corps de répression ! Autodéfense des manifestations, des grèves, des quartiers populaires !
- Séparation complète de l'État et de la religion, aucun financement public de l'Église catholique et des ses institutions ! Suppression de la présidence de la République et du Sénat, pour une assemblée unique dont les élus seront révocables par la population et rémunérés comme des travailleurs ordinaires ! Droit à l'indépendance des peuples de « l'outre-mer » !

POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Ces revendications appellent à la mobilisation, à l'organisation pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise, et notamment un plan de production établi en fonction des immenses besoins de la société et non plus du profit de quelques uns. Cette république des travailleurs remettra en cause les frontières archaïques et rompra avec l'Union Européenne pour ouvrir la voie des États-Unis socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire. Prenez contact et venez en discuter avec le CCI(T) et le GB.